Peyroulou Jean-Pierre,
Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale.
Préface de Marc-Olivier Baruch.

Paris, La Découverte, 2009, 405 p.
ISBN : 978-2707154644

Voici un livre récent qui entend remettre sur les rails de l'histoire les massacres de mai 1945 du Constantinois, à Guelma, Sétif et Kherrata notamment. Il a pour auteur Jean-Pierre Peyroulou (J.-P. P.). Béarnais de 46 ans, professeur de lycée en région parisienne, il a soutenu en septembre 2007 une thèse d'histoire, dirigée par Marc-Olivier Baruch, directeur d'études à l'EHESS, d'où est issu son livre.

Non que des livres d'histoire n'aient pas déjà été écrits, notamment la thèse équilibrée, préparée sous la direction du regretté Jean-Claude Allain, de Boucif Mekhaled, soutenue en 1989, qui est à ce jour inédite, hormis un *digest* paru en 1995 (1), ou l'ouvrage important d'Annie Rey-Goldzeiguer sur l'Algérie et la deuxième guerre mondiale (2). D'autres travaux avaient permis d'avancer sur le sentier de la recherche historique : outre ceux, généraux, de Charles-Robert Ageron (3), de Mahfoud Kaddache (4), de Jean-Charles Jauffret (5), ceux centrés sur mai 1945 comme le livre de Redouane Aïnad-Tabet (6), et, plus récemment, celui de Jean-Louis Planche (7), fondé sur des archives inédites, sur la presse, sur des sources orales.

Mais ce sujet sensible avait aussi donné lieu à des manifestes mémoriels opposés symétriques. D'une part du côté des défenseurs de l'Algérie française, même si certaines publications avaient une valeur documentaire avérée comme l'ouvrage de Francine Dessaigne (8), d'autres étaient plus lourdement embourbés dans la confusion engagée entre ressentiments de mémoire et recherche historique comme celui de Maurice Villard (9) : disons nettement que ce n'est pas parce qu'ils ont, en effet, souffert, que l'on peut marteler des outrances émotionnelles au nom de la défense des Français d'Algérie. Les rancœurs se réveillèrent au moment où les historiens tentaient précisément de tourner la page, et où telles détresses du présent aiguisaient le souvenir de la défaite et de l'exil de 1962. De la part de qui que ce soit, le retour du refoulé ou son substitut paranoïaque ne peuvent en aucun cas être de bonnes boussoles pour l'historien.

Du côté mémoriel algérien, fut créée en 1990 la Fondation du 8 mai 1945 par Bachir Boumaza, personnalité originaire de l'un des épicentres des massacres de 1945, Kherrata – il avait 18 ans au moment des faits –, et au passé résistant incontestable : il fut l'un des témoins, résistants algériens torturés, sur lesquels est fondée *La Gangrène* (10), qui fut, avec *La Question* de Henri Alleg, en son temps, un des témoignages les plus notoires sur la torture colonialiste. Il fut engagé dans la stratégie politique conçue par l'appareil de pouvoir algérien visant à éveiller la culpabilité et à susciter une repentance de la France. J'ai déjà exprimé publiquement qu'il me paraissait indispensable que la puissance publique française reconnaisse publiquement les responsabilités de l'État français dans les traumatismes multiformes générés par la colonisation de l'Algérie ; cela pour assainir le débat, mais en récusant toute propension à la « repentance », et même au terme moins religieusement connoté d'« excuses » : il s'agit d'une responsabilité politique, et les Français, en particulier en ce début du XXIe siècle, n'ont pas à se sentir coupables de massacres opérés dans le cadre de ce qui fut bien un système – le système colonial –, avec pour maître d'œuvre, notamment, le pouvoir d'État français et l'aiguillon du nationalisme français, structurellement, à mon sens, plus responsable que les agents *in situ* du système – les Européens d'Algérie.

Mais, pour l'histoire officielle algérienne, pour l'appareil des rentiers de la Résistance – Bachir Boumaza fut promu en 1997 président du Conseil de la Nation, l'équivalent algérien du Sénat –, leurs clients et leurs comparses des deux rives de la Méditerranée, il fallait enfoncer le clou, en faisant monter au créneau les officiels et tels officieux sur le thème ressassé du génocide et de la comparaison avec le nazisme, promu en étalon obligé de toute violence. Ce n'est pas parce que, en effet, il y a une dimension traumatique essentielle dans la vision que les Algériens ont de leur identité, que, dans leur histoire récente, ils

(1) *Chroniques d'un massacre, 8 mai 1945 Sétif, Guelma, Kherrata*, Paris, Syros/Au nom de la mémoire, Paris, 1995, 249 p.
(2) *Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945*, Paris, La Découverte, 2002, 403 p.
(3) *Histoire de l'Algérie contemporaine*, t. 2. *De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération de 1954*, Paris, PUF, 1979, 648 p., en plus de deux articles spécialisés sur mai 1945.
(4) *Histoire du nationalisme algérien (1919-1951). Question nationale et politique algérienne*, 2 vol., Alger, SNED, 1980, 530 et 583 p.
(5) *La guerre d'Algérie par les documents*, t.1, *L'avertissement*, Vincennes, éd. du SHAT, 1990, 548 p.
(6) *8 mai 1945 en Algérie*, Alger, OPU, 1987, 312 p.
(7) *Sétif 1945. Histoire d'un massacre annoncé*, Paris, Perrin, 2006, 422 p.
(8) *La paix pour dix ans (Sétif, Guelma mai 1945)*, Nice, Gandini, 1990, 360 p.
(9) *La vérité sur l'insurrection du 8 mai 1945 dans le Constantinois*, Montpellier, Amicale des Hauts Plateaux de Sétif, 1997, 432 p.
(10) Paris, Éditions de Minuit, 1959.

BCAI 25 (2010) Jean-Pierre Peyroulou: Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale. Préface de Marc-Olivier Baruch., recensé par G. Meynier
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

ont en effet bien plus souffert que, par exemple, les Tunisiens ou les Marocains, qu'on est en droit d'avaliser dans la culpabilité schématismes et confusions idéologiques. Remarquons que leur paroxysme fut atteint dans la phase douloureuse des années 1990, où la propension fut marquée à projeter les responsabilités, refoulées mais bel et bien inhérentes à un système politique et idéologique *sui generis*, sur les tiers/ennemis historiques et sur un passé qui évitait de se poser les questions du présent.

Le livre de J.-P. P. est d'une honnêteté foncière, y compris sur la question épineuse du bilan des victimes : scrupuleusement, il tient pour vrai que, avec les documents existants, il n'est pas évaluable avec une précision scientifique. Dans les décomptes, nombre d'auteurs n'ont en effet pas pris la peine de faire la distinction entre « morts » et « victimes » – ce dernier terme étant souvent employé pour flouter à dessein une appréciation raisonnée. Il est temps de se départir des propensions à l'inflation victimisante, contrée par une déflation disculpante symétrique, chaque camp ne voyant le midi des chiffres qu'à sa porte mémorielle.

Sur les circonstances de mai 1945, une certitude acquise, même si elle doit encore faire l'objet de recherches historiques : il y eut bien une esquisse de soulèvement nationaliste algérien, chose sur laquelle J.-P. P. insiste peu et qu'il minimise, malgré ce qu'apprennent les sources, à commencer par les *Mémoires d'un combattant* de Hocine Aït Ahmed [11] et les archives militaires françaises de Vincennes et qu'entérinent plusieurs historiens fiables, comme Charles-Robert Ageron, Mohammed Harbi [12] ou Annie Rey-Goldzeiguer. À l'inverse, dans son livre *Sétif, mai 1945. Massacres en Algérie* (Éditions de Paris, 2008), Roger Vétillard insiste sur ce sujet avec application. Certes, on pourra trouver trop virulentes les remarques qu'il assène à J.-L. Planche pour contester tel fait ou telle interprétation : on sent parfois encore le sous-jacent à fleur de peau. Mais il est vrai, aussi, que le silence de ce dernier sur ces prodromes insurrectionnels peut irriter, de même que le bilan chiffré des victimes – 20 000 à 30 000 morts – qu'il avance tout à trac, et qui est davantage étayé par des intuitions que par une minutieuse analyse argumentée.

Les faits sont examinés avec vigilance, la fiabilité des témoins soupesée, les responsabilités respectives examinées. Il arrive toutefois que le livre de J.-P. P. ne concorde pas en tout et sur tout avec celui de R. V. Mais le seul fait de pouvoir en débattre est l'indice d'un mieux-être historien, et peut-être d'un mieux-être national et citoyen. Au demeurant, les divergences portent souvent sur des points de détail. Au surplus, la comparaison entre les livres ne peut occuper tout l'espace d'une recension car ils n'ont pas étudié les mêmes objets : R. V. a travaillé sur Sétif, il apporte une foule de renseignements et de démonstrations étoffées, mais il s'agit d'un sujet dans l'ensemble mieux connu que celui de J.-P. P. – Guelma. Et la spécificité de Guelma est d'avoir été le théâtre des agissements de milices européennes, levées à l'initiative du sous-préfet André Achiary, prenant les devants par une répression préventive, conduisant les massacres en toute impunité, cela pratiquement sans pertes, alors que, on le sait, il y eut des victimes européennes dans le Sétifois. Ces milices agissaient sous le drapeau de la France de la Libération, c'est-à-dire de la gauche anti-vichyste, socialistes et communistes compris.

Le pourquoi de cette violence ? Le système colonial lui-même était violent et discriminatoire, même s'il ne fut historiquement pas que cela. Et les Européens d'Algérie, faut-il le rappeler, ne vécurent jamais vraiment dans la quiétude : l'histoire de l'Algérie coloniale a enregistré d'autres expéditions punitives antérieures [13] ; et, sauf à envisager de bâtir avec les Algériens un *modus vivendi* d'égale dignité ne pouvant que rendre caduc le système colonial, n'ont-ils pas toujours su inconsciemment qu'ils devraient tôt ou tard céder la place et prendre le chemin de l'exil ? C'est ce que je concluais il y a de cela trois décennies dans mon *Algérie révélée* [14], et qui m'a en son temps été vivement reproché, quand je traitais des lendemains de l'espoir, entrevu, mais vite mort-né, des (re) trouvailles transcommunautaires des 1er mai 1919 et 1920, c'est-à-dire guère plus de deux décennies avant les massacres de mai 1945 ; et des entretiens ultérieurs avec des amis psychanalystes n'ont fait que me fortifier dans cette conviction.

(11) Sylvie Messinger, Paris, 1983, 236 p. Il me l'a redit lors de l'entretien que j'ai eu avec lui en septembre 2001 à Lausanne. Dans l'été 1964, à Ben Aknoun, le frère aîné du commandant Omar Oussedik, le regretté Tahar Oussedik, m'avait confié qu'il tenait la chose pour avérée. Et Mohammed Harbi a enregistré une interview d'Omar Oussedik où ce dernier, acteur direct de l'histoire qui se faisait, l'attestait d'évidence. Mais un fait, relativement anecdotique, que l'on peut révoquer en doute, est le récit selon lequel Messali serait parti, harnaché, pour diriger l'insurrection, et serait revenu chez lui désespéré après avoir constaté que rien n'était vraiment organisé.

(12) *Cf.* notamment *Aux origines du FLN : le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris, Christian Bourgois, 1975, 316 p., et *Le FLN, mirage et réalité*, Paris, Jeune Afrique, 1980, 446 p.

(13) En témoignent des faits rapportés par *Le Cri de l'Algérie*, journal publié dans les années précédant la première guerre mondiale par Victor Spielmann, colon ruiné de Bord Bou Arreridj, Français d'Algérie, fils d'un optant alsacien, qui avait opté dès le début du siècle pour la défense des Algériens opprimés.

(14) Genève, Droz, 1981, 793 p. (*digest* de ma thèse de doctorat, dirigée par André Nouschi, soutenue à Nice en juin 1979).

BCAI 25 (2010) Jean-Pierre Peyroulou: Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale. Préface de Marc-Olivier Baruch., recensé par G. Meynier
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Certes on pourra s'interroger, comme le fait J.-P. P., sur le bien-fondé d'une comparaison entre les massacres de Guelma et ceux du Sétifois : la conjoncture locale spécifique n'efface pas la structure d'ensemble. Ou bien discuter, comme le fait R.V., dans une note qu'il a rendu publique au lendemain de la parution du livre de J.-P. P., sur le fait de savoir si, comme ce dernier le suggère, les milices de Guelma furent une préfiguration de l'OAS. Préfiguration n'est pas analogie : la différence entre les deux situations n'empêche pas la pérennité d'un système, système dont les blocages génèrent la montée de la revendication indépendantiste et le début de l'invention de la nation algérienne. De cela, mai 1945 est bien le produit. Et quand les blocages, sur la même pente, aboutirent au naufrage, l'OAS fut bien le produit du naufrage. Mais, de 1945 à 1961-62, il y eut bien continuité.

Et, doit être, me semble-t-il, relativisée la portée de la querelle sur l'emploi du mot « colon » auquel recourt J.-P. P., qu'il utilise dans le sens de la norme algérienne d'aujourd'hui pour désigner les Européens d'Algérie dans leur ensemble, et non, comme durant la période coloniale, les seuls Européens agriculteurs. Le *Littré* renseigne sur la polysémie du mot : ne donne-t-il pas, parmi les acceptions qu'il propose, en troisième point (après 1 : « cultivateur d'une terre » et 2 : proto-serf du Bas Empire), « celui qui fait partie d'une colonie, ou qui en exploite le sol, celui qui habite les colonies, par opposition aux gens de la métropole » ? Ne suffit-il pas de définir les termes que l'on emploie ? Et on a maintes raisons de penser que J.-P. P. est loin d'être un adepte docile du registre et des injonctions de l'histoire algérienne officielle [15].

Avec J.-P. P., j'ai pourtant courtoisement rompu quelques lances lors d'une discussion, à la suite de sa soutenance de thèse, durant laquelle il s'était refusé, ou avait eu quelque mal à admettre que l'on puisse dire et écrire « Algériens » en lieu et place de « Musulmans ». Il est vrai que, de son côté, J.-L. Planche, affectionne dans son livre, aussi, la dénomination de « Musulmans » et plus encore celle d'« Arabes », laquelle fleure davantage encore le répertoire dichotomique du colonial profond. Mais la chose me paraissait curieuse de la part d'un J.-P. P., compte tenu de sa capacité à bâtir un jugement mûri et éclairé : dans son livre, il a eu à cœur d'analyser les événements qu'il a étudiés comme les produits d'un système sur lequel il a réfléchi – on sera entièrement d'accord avec cette approche. On est d'autant plus étonné qu'il ne se soit pas attardé sur l'analyse du projet insurrectionnel algérien de 1945, comme si la prise en compte d'un projet dépassait les faits crûment avérés du terrain de son enquête. Il a avec obstination, pour les établir, décortiqué les documents avec une vigilante circonspection, même si l'on peut remarquer que n'ont pas été interrogés les survivants des milices de Guelma qu'il a étudiées alors que R. V., lui, a recueilli des témoignages de ce côté.

Lui aussi, a fouillé avec obstination, il a travaillé avec la rage de savoir. Sur le terrain de l'établissement des faits, il ne craint personne. Ce faisant, il se révèle bien être un historien positiviste, dans le bon sens du terme, faut-il le dire ? : peut-on se déclarer historien si l'on n'est pas, d'abord, positiviste ? Mais, ce faisant, il n'a peut-être pas tout à fait suffisamment médité la maxime narquoisement provocatrice du Lucien Febvre des *Combats pour l'histoire*, lequel voyait les faits comme des clous auxquels il accrochait ses idées.

Pour conclure, il serait utile et salutaire, pour éclairer le public intéressé par l'histoire franco-algérienne, que puisse être organisé un débat entre R. V. et J.-P. P., avec d'autres historiens aussi, avec notamment Boucif Mekhaled, qui enseigne à l'université d'Oran, et qui est aujourd'hui bien injustement oublié. Déjà, Guy Pervillé a bien déblayé le terrain avec la longue note comparative qu'il a communiquée à ses collègues dès avant sa publication, espérée, dans la revue *Outre-mers*, à propos de « Cinq livres récents sur le 8 mai 1945 en Algérie ». Il s'agit de ceux, déjà cités, d'Annie Rey-Goldzeiguer, de Jean-Louis Planche, de Roger Vétillard et de Jean-Pierre Peyroulou, auxquels il ajoute le livre, préfacé par ce dernier, de Marcel Reggui, témoin algérien de Guelma, dont le manuscrit, resté longtemps inédit, remonte à 1946, et qui a été publié par La Découverte en 2005 [16]. Un débat à poursuivre pour aller de l'avant : est-il domaine plus éclairant que celui de l'histoire, où se joue l'interaction entre foi et raison, voire même où l'une et l'autre se confondent, dans la mesure où foi dans la recherche de la vérité ne peut que renvoyer à engagement de raison ?

Gilbert Meynier
Université de Nancy 2

(15) Pour tourner la difficulté, lors d'une conférence, je me suis risqué à employer, en l'expliquant, le terme de « créole », qui signifie, au sens propre, personne provenant d'une immigration coloniale européenne en pays colonisé. J'ai dû y renoncer devant le petit tollé que j'ai provoqué chez des auditeurs français originaires d'Algérie.

(16) Publié sous le titre *Les massacres de Guelma, Algérie, mai 1945 : une enquête inédite sur la furie des milices coloniales*, Paris, La Découverte, 2005, 188 p.

BCAI 25 (2010) Jean-Pierre Peyroulou: Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale. Préface de Marc-Olivier Baruch., recensé par G. Meynier
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net